



Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

En vigueur au 07 juillet 2026

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (dites « CGU ») ont pour objet l'encadrement juridique des modalités de mise à disposition du site **MGC Audit et Formation** et de définir les conditions d'accès et d'utilisation des services par « l'Utilisateur».

Article 1 : Les mentions légales

Le présent site est édité par :

MGC Audit et Formation

Activité de formation, prévention et accompagnement des situations sensibles au travail.

Éditrice et directrice de la publication : **Maud Guillemin**

Adresse professionnelle : **MGC Audit & Formation - COSENS dont le siège est situé 233 route de Grasse à ANTIBES (06600) - FRANCE**

E-mail : **contact.mgcformation@gmail.com**

Téléphone : **06 75 11 75 20**

Nom de domaine : **mgc-audit-formation.fr**

SIRET / cadre juridique : **41936979800030**

Hébergement du site

Le site est hébergé par : **HOSTINGER INTERNATIONAL LTD**

Adresse : **le siège social se situe 61 Lordou Vironos Street, 6023 Larnaca, Chypre,**

Site internet : <https://www.hostinger.fr/contact>

Article 2 : Accès au site

Le site **MGC Audit et Formation** permet à l'Utilisateur un accès gratuit aux services suivants :

- Information sur les prestations de formation, d'audit organisationnel et d'enquêtes internes.
- Formulaire de contact et de demande de devis.

Le site est accessible gratuitement en tout lieu à tout Utilisateur ayant un accès à Internet. Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder au service (matériel informatique, logiciels, connexion Internet, etc.) sont à sa charge.

Article 3 : Propriété intellectuelle

Les marques, logos, signes ainsi que tous les contenus du site (textes, images, structure des pages, charte graphique) font l'objet d'une protection par le Code de la propriété

intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur.

Rappel strict : L'Utilisateur doit solliciter l'autorisation préalable de l'éditeur pour toute reproduction, publication ou copie des différents contenus.

Toute utilisation à des fins commerciales ou publicitaires par un tiers est strictement interdite et peut donner lieu à des poursuites judiciaires.

Article 4 : Données personnelles (RGPD)

Le site assure à l'Utilisateur une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Les données collectées via le formulaire de contact (nom, prénom, email, téléphone) sont nécessaires pour répondre aux demandes de l'Utilisateur. Elles sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la gestion de la relation commerciale.

En vertu de la réglementation, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. L'Utilisateur exerce ce droit en écrivant par e-mail à : **contact.mgcformation@gmail.com**

Article 5 : Responsabilité

Les sources des informations diffusées sur le site **MGC Audit et Formation** sont réputées fiables. Toutefois, le site se réserve la faculté de modifier le contenu à tout moment. Les informations données sur le site le sont à titre purement informatif. Elles ne sauraient en aucun cas constituer un conseil juridique formel ou une consultation personnalisée.

L'éditeur ne peut être tenu responsable :

- D'une indisponibilité temporaire du site (maintenance, bug technique).
- De l'utilisation qui pourrait être faite des informations présentées sur le site par l'Utilisateur.

Article 6 : Liens hypertextes

Le site peut contenir des liens hypertextes. L'Utilisateur est informé qu'en cliquant sur ces liens, il sortira du site **MGC Audit et Formation**. L'éditeur n'a pas de contrôle sur les pages web de destination et ne peut être tenu responsable de leur contenu.

Article 7 : Droit applicable et juridiction compétente

La législation française s'applique au présent contrat. En cas d'absence de résolution amiable d'un litige né entre les parties, les tribunaux français seront seuls compétents pour en connaître.